

elle n'a adopté le principe de l'avancement au mérite, je suis désolé de le dire, que sous le gouvernement de sir Robert Borden en 1917.

L'honorable M. Flynn: Pourquoi désolé? Il n'y a rien de triste là-dedans!

L'honorable M. Lamontagne: Je m'excuse, je m'adressais au leader du gouvernement (l'honorable M. Martin).

L'honorable M. Flynn: La Commission a survécu à 22 ans d'administration libérale.

L'honorable M. Lamontagne: Certaines objections ont été soulevées avant l'adoption de cette importante mesure législative. Par exemple, on a dit que Sa Majesté la Reine ne pouvait pas négocier avec ses propres sujets et qu'on ne pouvait empiéter sur la suprématie du Parlement par des conventions collectives.

Le fait que ces arguments n'ont pas été étudiés sérieusement lorsque le texte était devant le Parlement démontre à quel point notre symbolisme politique est divorcé de la réalité contemporaine.

Entre-temps, surtout après 1935, l'oligarchie de la fonction publique a émergé et est devenue peu à peu le centre du pouvoir au sein de l'administration fédérale, à partir de l'époque où M. Towers à la Banque du Canada et M. Clark au ministère des Finances se sont joints à M. Skelton qui se trouvait déjà au ministère des Affaires extérieures.

D'une façon générale, tout au moins jusqu'à récemment, quand l'oligarchie faisait bloc pour ou contre une politique donnée, le cabinet s'inclinait devant ses avis; quand il y avait divergence...

L'honorable M. Flynn: Sur quoi fondez-vous ces affirmations?

L'honorable M. Lamontagne: Un peu de patience.

L'honorable M. Flynn: Vous avez dit que vous vouliez clore le débat. Vous en ouvrez un autre.

L'honorable M. Lamontagne: Non. J'ai dit que vos collègues pourraient l'avoir fait.

Quand il y avait divergence d'opinions entre les hauts fonctionnaires d'un ministère quelconque et ceux du ministère des Finances, y compris le Conseil du Trésor, ce sont celles de ce dernier qui l'emportaient à la table du cabinet. J'ai moi-même connu cette situation lorsque j'étais fonctionnaire, alors que deux groupes importants de l'oligarchie n'ont pu concilier leurs points de vue sur une question de politique vitale. Cette fois, comme en d'autres circonstances, le cabinet n'a pas pris de décision.

La suprématie de l'oligarchie a peut-être atteint son apogée récemment lorsque, à la

[L'honorable M. Lamontagne.]

suite de la mise en œuvre du rapport Glassco, on a conféré aux sous-ministres des responsabilités importantes en matière de gestion, des responsabilités qui avaient été antérieurement jugées trop délicates, trop dangereuses ou peut-être trop importantes pour être exercées par les ministres et qui avaient été transférées des ministres à la Commission de la Fonction publique.

La position spéciale de l'oligarchie et son influence ont été soulignées encore il y a quelques années lorsque l'opposition avait demandé à un ministre de résigner ses fonctions parce qu'il avait consulté des spécialistes de l'extérieur et lorsqu'un autre ministre a dû démissionner parce qu'il avait pris une décision sans consulter suffisamment ses fonctionnaires.

L'honorable M. Flynn: Je n'aime pas cette interprétation. C'est votre interprétation de l'affaire Gordon.

L'honorable M. Lamontagne: Très bien, alors, permettez-moi de vous raconter une histoire vraie, du moins on la suppose telle, qui illustre la chute des ministres et l'essor des fonctionnaires. On dit qu'un député libéral de l'arrière-ban qui avait de l'ambition et un sens aigu de l'humour avait décidé, un jour, d'adresser une lettre à M. Mackenzie King pour lui demander de le nommer ministre.

L'honorable M. Flynn: Je savais qu'on mentionnerait l'anecdote qui est une bonne illustration.

L'honorable M. Lamontagne: Oui, c'est une bonne illustration.

Dans sa réponse, M. King, qui pouvait à ce moment-là se permettre d'être direct, dit au député audacieux de l'arrière-ban qu'il n'avait ni la compétence ni les hautes qualités intellectuelles requises pour une tâche aussi importante. Le député tenace, en apparence insatisfait de la réponse, écrit de nouveau à M. King en ces termes: «Monsieur le premier ministre, vous n'avez pas saisi, je le crains, la nature de ma demande. Aussi grande que soit mon ambition, je ne m'attendais pas, bien entendu à devenir sous-ministre; je me serais contenté d'être ministre.»

Le leader du gouvernement (M. Martin) pourrait nous en conter davantage, j'en suis sûr, sur ce petit jeu, mais que l'anecdote soit vraie ou fausse, elle symbolise en quelques mots, à mon sens, le crépuscule des ministres au Canada.

[Français]

Nous ne devrions pas conclure, même si c'est l'impression du chef de l'opposition—que le pouvoir des hauts fonctionnaires s'est toujours manifesté dans le même sens, et qu'il